

Les premières élections libres du Kosovo

Kolë Gjelošhaj et Jean-Michel De Waele

Les enjeux des élections municipales kosovares du 28 octobre 2000 étaient de taille, tout d'abord en tant que test pour la communauté internationale et plus particulièrement pour les instances onusiennes qui pour la première fois étaient amenées à administrer une province. Ensuite, elles devaient servir d'examen de «citoyenneté» pour la population albanaise du Kosovo dont le manque de traditions démocratiques a souvent été souligné. Pour les Albanais, il s'agissait de démontrer leurs capacités à contribuer à l'organisation d'une élection conforme aux règles prescrites par la communauté internationale. Enfin, elles permettaient d'évaluer le poids électoral des différentes formations politiques.

Plusieurs questions se posaient avant ces élections. De quel soutien disposait encore Ibrahim Rugova dirigeant incontesté des Albanais du Kosovo jusqu'en 1998 ? Que représentaient électoralement les partis dirigés par les anciens responsables de l'Armée de libération du Kosovo (Ushtria çlirimëtare e Kosovës-UÇK) ? Quelle serait l'attitude des minorités, principalement des Serbes, lors de ces élections ?

Si ce scrutin constitue les premières élections libres multipartites auxquelles participent les Albanais au Kosovo, ils avaient déjà organisé des élections en 1992 et 1998. En effet, depuis la fin progressive du statut de province autonome en 1989-1990, ils boycottèrent les consultations électorales organisées par les autorités fédérales yougoslaves. Les élections de 1992 et 1998 étaient organisées dans le cadre de la société parallèle mise en place par les Albanais du Kosovo pour lutter et résister contre la main-mise de Belgrade sur la région. Même si ces élections parallèles ne sont pas de même nature que celles qui

sont organisées par la communauté internationale, il importe de noter qu'en 1992 et 1998 c'est Ibrahim Rugova, président de la Ligue démocratique du Kosovo (Lidhja demokratike e Kosovës-LDK), qui remporte les élections, élu et réélu Président de la République du Kosovo.

Le poids politique de Rugova après la guerre du Kosovo posait problème. En effet, promoteur d'une action politique non-violente pour l'internationalisation du conflit qui opposait les habitants albanais aux autorités yougoslaves, il n'est pas évident qu'après les drames sanglants de l'hiver et du printemps 1998 sa démarche pacifiste continuerait à bénéficier du soutien de la population. Si l'UCK visait également l'internationalisation de la question du Kosovo, c'est en choisissant à partir de 1997 la voie des armes.

L'omniprésence des dirigeants de l'UCK pendant les négociations internationales (Rambouillet et Paris) de l'hiver 1999 et son opposition au LDK semblaient marquer la fin de la toute-puissance de cette dernière. De plus, la création par les anciens dirigeants de l'UCK de formations politiques nouvelles tirant leur légitimité non seulement de l'action militaire mais aussi des résultats politiques obtenus, à savoir le retrait des forces de l'ordre yougoslaves et la présence de la communauté internationale, confirme leur volonté d'investir le champ politique traditionnel.

Lors de ces élections, les partis politiques du Kosovo s'affrontent pour la première fois dans le cadre d'élections démocratiques, libres et transparentes. C'est également la première fois que tous les partis représentant les Albanais du Kosovo se présentent à une consultation électorale. Celle-ci rassemble ce qu'on peut définir comme les trois grands courants de la décennie 90 au Kosovo : les «pacifistes passifs» représentés par la LDK, les «pacifistes actifs» représentés entre autres par Rexhep Qosja, et les militaires, anciens dirigeants de l'UCK. Pour tous les partis en lice, la seule solution viable pour le Kosovo est l'indépendance.

C'est aussi pour certains partis l'occasion de revenir dans l'arène politique. L'élection qui s'est déroulée le 22 mars 1998, au moment où les combats entre l'UCK et les forces yougoslaves s'intensifiaient, avait été boycottée par de nombreux partis politiques. Seuls dix partis et trois associations se présentèrent lors de ce scrutin parallèle, alors que vingt-quatre formations avaient pris part aux élections du 24 mai 1992.

Cette élection a été organisée par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) qui gère l'un des quatre secteurs d'activités de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK). La date limite pour les inscriptions des candidats auprès de la Commission électorale centrale a été fixée au 11 juin 2000. Le mandat de cette dernière avait été défini dès le 18 avril 2000. Les conseils municipaux seraient composés proportionnellement au nombre d'habitants de la municipalité, soit de 51, 41, 31, 21 ou 17 personnes.

5500 candidats se sont présentés dans 27 des 30 municipalités définies. En effet, dans les municipalités où les Serbes sont majoritaires, au nord-ouest du Kosovo, (Leposavic, Zubin Potok, Zvecan), le scrutin n'a pas eu lieu. Ce sont donc 869 candidats qui seront élus. Avec 913 179 inscrits, la participation a été de 79%.

Quatre types de candidats pouvaient se présenter à cette élection : les partis politiques, les coalitions de partis, les initiatives citoyennes et les candidats indépendants¹. Trente-neuf entités différentes se sont présentées à ces élections : 19 partis politiques, 2 coalitions de partis, 3 initiatives citoyennes (GIG², MTT³, IQPM⁴) ainsi que 15 candidats indépendants (4 à Gjakovë-Djakovica, 3 à Gjilan-Gnjilane, 2 à Malishevë-Malisevo et Suharekë-Suva Reka, 1 à Prizren, 1 à Podujevë-Podujevo, 1 à Prishtinë-Pristina, 1 à Kamenicë-Kamenica).

Seuls trois partis se sont présentés dans 27 municipalités, sur les 30. La LDK d'I. Rugova affrontait le Parti démocratique du Kosovo (Partia demokratike e Kosovës-PDK) d'Hashim Thaçi et l'Alliance pour l'avenir du Kosovo (Aleanca për ardhmërinë e Kosovës-AAK) dirigée par Ramush Haradinaj, un ancien haut responsable de l'UCK.

Les résultats

C'est sur ces trois partis que nous allons concentrer notre attention. En effet, à eux trois, ils recueillent 93% des suffrages, soit 802 des 869 sièges à pourvoir. La LDK sort grand vainqueur de cette élection avec 58% des voix, soit 504 sièges, le PDK avec 27,3%, soit 267 sièges, et l'AAK avec 7,7% soit 71 sièges. Les deux partis de ce qu'on peut appeler la branche militaire de l'opposition, autrement dit dont les dirigeants ont été d'importants responsables de l'UCK, représentent un peu plus du tiers des suffrages exprimés. En effet, pour le seul cas du PDK et de l'AAK, leurs scores additionnés réunissent 35% des voix. Il est également à noter que la LDK (21 municipalités) et le PDK (6 municipalités)

raflent à elles deux toutes les municipalités.

Avant d'analyser les résultats électoraux, il faut présenter le PDK et l'AAK, nouveaux venus sur la scène politique. Dans l'immédiat après-guerre de 1999, ce sont les cadres de l'UCK qui se sont dépêchés d'occuper le terrain politique. C'est ainsi que le 4 juillet 1999 le porte-parole de l'UCK, Bardhyl Mahmuti, créait le Parti de l'union démocratique (Partia e bashkimit demokratikë-PBD). Avec la création du Corps de protection du Kosovo (Trupat e mbrojtjës të Kosovës-TMK), le 21 septembre 1999, les éléments qui représentaient à proprement parler le bras politique de l'UCK doivent s'intégrer dans une structure. Ceci sera fait le 14 octobre 1999 à Prishtina avec la création du Parti pour le progrès démocratique du Kosovo (Partia për progres demokratik të Kosovës-PPDK). Il rassemble les membres de la direction politique de l'UCK et du PBD. Ce parti, dont le conseil est composé de 21 membres, se présente comme une transformation de l'UCK. Le président est Hashim Thaçi et l'un des deux vice-présidents B. Mahmuti, président de l'éphémère PBD. Finalement, le parti d'H. Thaçi, a changé de dénomination lors de son premier congrès, du 20 au 22 mai 2000 à Prishtina. Son président, réélu le 21 mai, devient donc le président du Parti démocratique du Kosovo (PDK). L'AAK qui se présente à ces élections est composée de six partis politiques⁵. Elle est dirigée par Ramush Haradinaj qui fut commandant de la région de Rrafshi i Dukagjinit à l'ouest du Kosovo.

En ce qui concerne la LDK, dont le slogan était «Liberté, Indépendance, Démocratie», il faut tout d'abord attirer l'attention sur deux municipalités où elle a obtenu un score anormalement bas : la municipalité de Gllgovc-Glogovac (13%) et de Skenderaj-Srbica (13,4%), au centre du Kosovo. Ensuite c'est à Kaçanik-Kacanik au sud-est de la province, à la frontière macédonienne, que le LDK enregistre son troisième plus mauvais score avec 39,8 % des suffrages. Ce sont les municipalités dans lesquelles le PDK recueille ses meilleurs résultats. En effet, le PDK réalise dans son foyer historique, la vallée de la Drenica, ses deux résultats les plus élevés, supérieurs au meilleur score de la LDK (Suharekë-Suva Reka, 72,5%). Le PDK obtient 84,5% et 84,0% des suffrages respectivement à Gllgovc-Glogovac et à Skenderaj-Srbica.

Le parti de H. Thaçi devance la LDK dans trois autres municipalités (Novobërdë-Novo Brdo, 49,9% contre 41,9% ; Shtërpcë-Sterpe, 53,7% contre 43,8% ; Shtime-Stimlje, 49,3% contre 44,1%). Pour le PDK qui

arrive en seconde position lors de ces élections, on peut distinguer deux zones de force. D'une part le centre du Kosovo autour de la vallée de la Drenica (Novobërdë-Novo Brdo, 49,9% ; Shtime-Stimlje, 49,3% ; Malishevë-Malisevo, 41,0% ; Lipjan-Lipljan, 39,4% ; Klinë-Klina, 31,9%) et d'autre part le sud du Kosovo dans les communes limitrophes de la République de Macédoine (Shtërpcë-Strepce, 53,7% ; Kaçanik-Kacanik, 52,4%).

Les plus mauvais scores du PDK ont lieu dans les municipalités où la victoire est remportée par la LDK, mais surtout dans les municipalités où l'AAK arrive en second. C'est le cas à Deçan-Decani (5,3%), à Gjakovë-Djakovica (7,2%) et à Pejë-Pec (10,3%). Ce sont également les trois seules municipalités où l'AAK est arrivée en deuxième position. Tandis que le PDK, exception faite des municipalités que nous venons de citer, arrive soit premier (à 6 reprises) soit second (à 18 reprises) dans les 24 autres municipalités.

L'AAK, quant à elle, remporte au moins un siège dans 23 municipalités et plus de 10% des suffrages dans 6 municipalités. C'est à l'ouest du Kosovo que l'AAK remporte le plus de sièges. La municipalité de Deçani-Decani est son fief, puisqu'elle y remporte 33,1% des voix ce qui est à peu de choses près le double de son second meilleur résultat de 17,8% réalisé à Pejë-Pec. Outre les municipalités déjà citées, il faut tenir compte de celles de Gjakova-Djakovica (16,8%) et de Rahovec-Orahovac (15,2%) et, à l'ouest, la municipalité d'Istog-Istok qui avec à 9% renforce la présence de l'AAK dans cette partie du Kosovo. Deux municipalités limitrophes du centre du Kosovo dans lesquelles l'AAK a remporté un nombre de suffrages significatifs ne sont pas à négliger ; il s'agit d'Obiliq-Obilic (16,4%) et de Fushë Kosovës-Kosovo Polje (11,7%).

L'un des grands perdants de cette élection est sans aucun doute l'intellectuel Rexhep Qosja. Présent dans le Conseil transitoire du Kosovo (Këshilli transitor të Kosovës) pour représenter les Albanais, il était à la tête de la Coalition pour l'indépendance (Koalicioni per pavarsi - KP). Cette coalition est composée du parti qu'il dirige depuis 1998, le Mouvement démocratique uni (Lëvizja e bashkuar demokratike-LBD) et du Parti libéral albanais (Partia liberale shqiptare-PLSH) (créé en 1992) dirigé par Gjergj Rapi. Le KP qui se présentait dans dix-huit municipalités ne remporta aucun siège et est le neuvième parti du Kosovo avec seulement 0,4% des voix. Cet échec est dû à la position de son président Rexhep Qosja. En effet, celui qu'on présentait comme un extrémiste avant l'apparition au grand jour de l'UCK, parce qu'il

était en faveur de la grande Albanie et d'une politique pacifique active, a été victime du fait que d'une part les anciens dignitaires de l'UCK plus extrémistes que lui ont engrangé des résultats et d'autre part qu'il y a plus pacifique que lui et plus puissant, en l'occurrence la LDK. Il a fait les frais de la forte polarisation centrée sur les trois partis que nous avons évoqués et qui se divise en deux grandes tendances : les pacifistes passifs et les militaires.

La victoire d'I. Rugova s'explique aussi par la division des anciens dirigeants de l'UCK. Outre le parti créé par Ramush Haradinaj, mentionnons le Parti du centre libéral du Kosovo (Parti qendra liberale e Kosovës-PQLK) fondé début mars 2000 par Naim Maloku. Les candidats de ce parti qui se présentaient dans 16 municipalités ne remportèrent que trois sièges dont deux à Suharekë-Suva Reka, fief de la LDK et un à Gjilan-Gnjilane. Néanmoins c'est le cinquième parti du Kosovo avec 0,8 % des suffrages exprimés. Par conséquent, parmi les cinq partis ayant recueilli le plus de suffrages, trois sont issus de l'UCK.

Les Serbes restant encore au Kosovo, dont on évalue le nombre entre 80 000 et 100 000, représentent 5% de la population de la région. La raison principale pour laquelle ils n'ont pas pris part aux élections est qu'ils estimaient que la résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU n'était pas respectée en ce qui concernait leur liberté de mouvement et que les conditions de sécurité à leur égard n'étaient pas assurées. Ils sont représentés au Kosovo par le Conseil national serbe (Srpsko nacionalno vece-SNV) dont le dirigeant pour le Kosovo, Momçilo Trajkovic, démissionnait fin mai 2000. Actuellement, les personnalités serbes le plus en vue sont Oliver Ivanovic membre du SNV de Mitrovicë-Mitrovica représentant une ligne plus dure face à la ligne modérée de l'archevêque Artemije du SNV de Gracanica.

Des partis ethniques

Lors de cette élection, se présentèrent également cinq partis ethniques : trois musulmans (BSDAK⁶, DRSM⁷, SDA⁸), un turc (KTHP⁹) et un ashkali (PDASHK¹⁰). Ce sont les partis musulmans qui remportent le plus de sièges puisque ces trois partis confondus en gagnent sept. Leurs centres sont Prizren, Dragash-Dragas, Pejë-Pec et Istog-Istok, le BSDAK de Hilmo Kandic devenant grâce au résultat réalisé lors de ces élections (0,6%) le sixième parti du Kosovo, à égalité avec le Parti libéral du Kosovo (Partia liberale e Kosovës-PLK) présidé par Gjergj Dedaj. Le parti turc qui était présent dans quatre municipalités ne

remporte aucun siège. C'est également le cas de l'initiative citoyenne du MTT dirigée par Ergin Köruglu qui représentait la communauté turque de Mitrovicë-Mitrovica. Exception faite de Prizren, les Turcs sont présents au nord-est du Kosovo. Les Ashkali (Tziganes albanisés) quant à eux ne remportent qu'un siège à Fushë Kosovë-Kosovo Polje, avec 4,1% des suffrages recueillis dans cette municipalité.

Il faut noter que deux des trois initiatives citoyennes sont originaires de la ville de Mitrovica où les heurts entre Serbes et Albanais sont réguliers. Elles ne remportent aucun siège. Quatorze formations différentes ont remporté au moins un siège sur les 869 à pourvoir. Cinq d'entre elles n'en remportent qu'un seul et seulement quatre formations obtiennent plus d'1% des voix. Outre les trois que nous avons déjà mentionnées, il faut ajouter le Parti démocrate-chrétien albanais du Kosovo (Partia shqiptare demokristiane e Kosovës-PSHDK) qui enregistre 1,2% des voix et obtient 8 sièges. Ce parti, présidé par l'intellectuel Mark Krasniqi, est un allié de la LDK. Malgré la constance de ce parti, en raison de la mobilisation de la communauté catholique albanaise, celui-ci enregistre un résultat moins important que ceux obtenus lors des législatives de 1992 (3,1%) et de 1998. Ce sont les candidats indépendants qui réalisent les plus mauvais résultats de ces élections puisque, à l'exception de Gani Selman Krasniqi à Suharekë-Suva Reka, aucun des quatorze autres ne remporte de siège.

Le résultat de cette élection est plus proche de celui d'une élection législative que de celui d'une élection municipale, comme le démontre la forte polarisation des voix sur trois partis. Mais elle a sans aucun doute démontré à la communauté internationale que les habitants du Kosovo étaient prêts pour des élections législatives. En effet, comme le résume Christophe Châtelot : *« Bien loin des problèmes de ramassage d'ordures ou d'éclairage public, le seul thème que les candidats albanais ont largement et unanimement développé fut celui de l'accession à l'indépendance donnant une valeur de test national à cette consultation locale »*¹¹. L'intégration des Serbes dans le processus électoral doit devenir une priorité pour les Albanais s'ils veulent que leur crédibilité à gouverner le Kosovo soit reconnue. Mais nul doute que le calme relatif dans lequel s'est déroulée cette élection, ainsi que la reconnaissance par les perdants (PDK-AAK) des résultats électoraux sont des signes encourageants pour l'organisation d'élections législatives fin 2001. Les dirigeants politiques au Kosovo ont réussi leur premier véritable test

démocratique. Les instances de l'ONU sortent également renforcées d'autant plus que c'est le parti des modérés d' I. Rugova qui l'emporte. Comme le dit le journaliste belge Edouard VanVelthem : «*Pacifiste dans des Balkans où les armes parlent vite, démocrate dans une société peu habituée au pluralisme, discret et réservé dans une région où les coups de gueule et les discours enflammés font le succès des campagnes électorales, Ibrahim Rugova a eu le mérite d'avoir raison avant tout le monde. Il redevient à ce titre l'interlocuteur privilégié de l'Occident et du nouveau pouvoir yougoslave.*»¹²

Jean-Michel De Waele est directeur du Groupe d'analyse socio-politique des pays d'Europe centrale et orientale de l'Université Libre de Bruxelles.

Kolë Gjeshaj est politologue, collaborateur scientifique au CRITEME-GASP-PECO auprès de l'Institut de Sociologie à l'Université Libre de Bruxelles.

Notes :

1. Pour la définition de ces entités, il faut se référer au règlement électoral n°2000/3 intitulé «certification of political parties, coalitions, independent candidates and citizen's initiatives» du 10 mai 2000 de la commission centrale de la mission au Kosovo de l'OSCE.

2. Gradanska inicijativa Gore-Initiative citoyenne de Gora.

3. Mitrovica turk toplumu-Communauté turque de Mitrovica (MTT).

4. Inicijativa qytetare te pavarurit e Mitrovices-Initiative citoyenne des indépendants de Mitrovica (IQPM).

5. Alliance des citoyens du Kosovo-Aleanca qytetare e Kosovës (AQK) présidé par Ramush Haradinaj, Partia parlamentare e Kosovës- Parti parlementaire du Kosovo (PPK) dirigé par Bajram Kosumi, Lëvizja kombëtare për clirimin e Kosovës-Mouvement national pour la libération du Kosovo (LKCK) présidé par Sabit Gashi, Lëvizja popullore e Kosovës-Mouvement populaire du Kosovo (LPK) présidé par Emrush Xhemajli, Partia e unitetit kombetar shqiptar-Parti de l'union nationale albanaise présidé par Ukshin Hoti et Unioni shqiptare demokristiane-Union albanaise démochrétienne dirigée par Lazer Krasniqi.

6. Bosnjacka stranka demokratske akcije Kosova-Parti de l'action démocratique bosniaque au Kosovo.

7. Demokratska reformska stranka Muslimana-Parti démocratique réformiste des Musulmans.

8. Stranka demokratske akcije Kosova-Parti de l'action démocratique du Kosovo.

9. Turk halk partisi e Kosoves-Parti du peuple turc au Kosovo.

10. Partia demokratike ashkali shqiptare Kosovës-Parti démocratique ashkali des Albanais du Kosovo.

11. Christophe Châtelot : «Elections au Kosovo : un pas vers l'indépendance, selon les Albanais», in *Le Monde*, 29 octobre 2000.

12. *Le Soir*, Bruxelles, le 31 octobre 2000.